



Communiqué de presse

Rapport 2019 de l'Observatoire des sous-munitions Les sous-munitions continuent de tuer des civils

montréal, le 29 août 2019. Publié aujourd'hui, le rapport 2019 de l'Observatoire des sous-munitions révèle que de nouvelles attaques utilisant des armes à sous-munitions ont eu lieu en Syrie en 2018. L'Observatoire a enregistré au moins 674 attaques avec des sous-munitions dans le pays depuis mi-2012. Alors que jusqu'à 40 % de ces armes n'explorent pas à l'impact, ces attaques engendrent une lourde contamination aux restes de sous-munitions, posant une menace mortelle et à long terme pour les populations locales. Dans le monde, au moins 149 personnes ont été victimes d'attaques ou de restes de sous-munitions dans 8 pays et un territoire. La conférence des États parties à la Convention d'Oslo, qui interdit les armes à sous-munitions, se tient du 2 au 4 septembre 2019 à Genève. HI appelle les États à appliquer le Droit international et à systématiquement condamner l'utilisation de ces armes barbares.

- Le rapport 2019 de l'Observatoire des sous-munitions dresse le bilan de l'application de la Convention d'Oslo qui interdit l'emploi, la production, le transfert et le stockage des armes à sous-munitions sur la période allant de janvier à décembre 2018. Le rapport couvre également l'année 2019 jusqu'au mois d'août, quand l'information est disponible.
- **Selon l'Observatoire, de nouvelles utilisations d'armes à sous-munitions ont été signalées uniquement en Syrie en 2018** : au moins 38 attaques à l'arme à sous-munitions ont eu lieu dans le pays entre juillet 2018 et juin 2019. Depuis mi-2012, l'Observatoire a enregistré au moins 674 attaques d'armes à sous-munitions en Syrie – **année où l'utilisation de sous-munitions y a été observée pour la première fois.**
- L'Observatoire a enregistré **149 nouvelles victimes d'armes à sous-munitions en 2018** - victimes soit d'attaques utilisant ces armes (**65**), soit de restes d'armes à sous-munitions (**84**). Il s'agit d'une **diminution importante par rapport à 2016** (971 victimes recensées), principalement due à l'évolution du conflit syrien. Ce bilan reste très préoccupant : **99 % des victimes des armes à sous-munitions sont des civils.**
- **La majorité des nouvelles victimes ont été recensées en Syrie (53 %)**, comme chaque année depuis 2012 : dans ce pays, 65 victimes d'attaques utilisant des armes à sous-munitions et 15 victimes de restes de sous-munitions ont été enregistrées en 2018. Ce bilan est certainement en dessous de la réalité compte tenu des obstacles pour accéder aux zones concernées et les difficultés pour recueillir les informations.
- Jusqu'à 40 % des armes à sous-munitions n'explorent pas à l'impact lorsqu'elles sont utilisées pendant une attaque : en 2018, les restes d'armes à sous-munitions ont fait des victimes

dans huit pays et un territoire : Afghanistan, Irak, Laos, Liban, Soudan du Sud, Syrie, Ukraine, Yémen et Nagorny-Karabakh.

- En 2018, le Yémen a enregistré le plus grand nombre de victimes de restes de sous-munitions (31). 40 ans après le conflit, des victimes continuent d'être enregistrées au Laos (21). Ces chiffres mettent en évidence les conséquences dramatiques de l'utilisation des armes à sous-munitions, qui laissent une contamination lourde et à long terme, et représentent une menace mortelle pour la population.
- 14 États parties à la Convention d'Oslo ont parmi leurs concitoyens des victimes d'armes à sous-munitions. L'Observatoire rapporte que beaucoup d'entre eux sont confrontés à une baisse continue du financement des activités communautaires et à des difficultés d'accès à la réadaptation et aux activités économiques. Dans de nombreux pays, il reste nécessaire d'accroître les services, d'améliorer la coordination et l'intégration dans les systèmes nationaux. L'accès aux services de réadaptation pour les victimes dans les régions rurales et éloignées doit également être amélioré dans au moins trois États (Guinée-Bissau, Irak, Tchad).
- **Citation 1** : « *HI appelle les belligérants à stopper immédiatement toute utilisation de sous-munitions. L'association appelle également les États à faire pression sur les pays qui utilisent des sous-munitions afin que ceux-ci cessent de telles pratiques. Toute nouvelle utilisation doit être condamnée. Ce n'est qu'en condamnant systématiquement leur emploi, en stigmatisant les responsables et en appelant tous les États à signer la Convention d'Oslo, que la communauté internationale sera en mesure de réduire et, à terme, d'éliminer les armes à sous-munitions.* »
- **Citation 2** : « *La guerre doit obéir à des règles et la Convention d'Oslo en fait partie. Tout doit être mis en œuvre pour qu'elle soit respectée et qu'à terme les armes à sous-munitions soient éradiquées des théâtres de conflit. Les États doivent défendre et appliquer la Convention d'Oslo, tout comme celle d'Ottawa contre les mines antipersonnel, ainsi que l'ensemble des autres textes relevant du Droit international.* »
- **Citation 2** : « *La Convention d'Oslo a permis d'énormes avancées dans la protection des civils contre le fléau des armes à sous-munitions : les stocks existants sont détruits, chaque année, des surfaces significatives de terres contaminées sont dépolluées, ces armes sont de plus en plus stigmatisées. Les États parties ont également fait beaucoup de progrès en matière d'assistance aux victimes, mais les pays touchés éprouvent encore des difficultés à financer les services nécessaires aux victimes qui vivent trop souvent dans des conditions extrêmement précaires.* »
- Depuis l'entrée en vigueur de la Convention d'Oslo, le 1^{er} août 2010, **35 États parties ont détruit 1,5 million de stocks d'armes à sous-munitions, soit 178 millions de sous-munitions.** Cela représente 99 % de toutes les armes à sous-munitions déclarées par les États parties.
- Au total, **26 États et trois territoires sont contaminés par les restes de sous-munitions dans le monde.**

Les armes à sous-munitions sont des armes composées d'un conteneur regroupant jusqu'à plusieurs centaines de mini-bombes appelées sous-munitions. Conçues pour être dispersées sur de larges surfaces, **elles atteignent inévitablement des zones civiles. Jusqu'à 30 % (voire 40 %) d'entre elles n'explosent pas à l'impact.** Comme les mines antipersonnel, elles peuvent être déclenchées au moindre contact, **tuant et mutilant pendant et après les conflits.** En n'opérant aucune distinction entre personnes et biens civils et cibles militaires, les armes à sous-munitions violent les règles du Droit international humanitaire.

La Convention d'Oslo interdisant l'utilisation, le stockage, le transfert, la production et la vente de sous-munitions a été ouverte à signature en décembre 2008. À ce jour, 120 pays sont signataires de cette convention.

À propos de HI

HI est une association de solidarité internationale indépendante qui intervient depuis plus de 35 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. HI est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du prix Conrad N. Hilton en 2011. HI agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

Pour plus d'information : www.hi-canada.org

Contact presse

Gabriel Perriau, g.perriau@hi.org